

DÉMANTELER LES STRUCTURES DE LA GUERRE FROIDE

Bien que des occasions uniques s'offrent au Canada et qu'il ait des responsabilités importantes à assumer, on manquerait de réalisme en s'attendant à ce que le pays guide de façon dramatique le monde vers la fin de la Guerre froide.

Mikhaïl Gorbatchev, un chef soviétique révolutionnaire et un visionnaire de calibre mondial, a essentiellement tracé la voie à suivre et imprimé le rythme à respecter, et cela paraît être tout à fait dans l'ordre des choses, du point de vue du Canada. Ce furent l'expansionnisme et l'hostilité idéologique soviétiques qui déclenchèrent la Guerre froide, même si ce fut l'Occident qui, avec une certaine régularité, amorça les rondes successives ultérieures de modernisation militaire. Il revenait donc à M. Gorbatchev de lancer et de diriger le processus de changement, et c'est précisément ce qu'il a fait. Les premières fois où il a dit vouloir réformer les politiques nationale et étrangère de son pays, l'Occident a accueilli ses propos avec scepticisme, mais c'était là, semblait-il, exactement ce à quoi il s'attendait. Sa restructuration économique (*perestroïka*) s'est accompagnée d'audacieuses mesures d'ouverture (*glasnost*) et de démocratisation (*democratzia*), puis elle leur céda bientôt le pas. En matière de politique étrangère, M. Gorbatchev a dessiné une perspective mondiale radicalement novatrice, que l'expression «nouveau mode de pensée» décrit imparfaitement. Tant les actions et (ce qui est très important, vu les traditions soviétiques) le discours de l'URSS ont subi des changements profonds dans le contexte de nombreux conflits régionaux. Il a proposé, toujours avec plus de crédibilité, tout d'abord de fournir des chiffres précis sur les budgets militaires de son pays, puis de réduire les troupes et le matériel de manière asymétrique, tant unilatéralement qu'à la faveur de négociations sur la limitation des armements avec l'Occident. En autorisant, voire en aiguillonnant, la libéralisation et la liberté d'action dans les pays d'Europe de l'Est, il a confirmé davantage l'authenticité du changement et fait naître de grands espoirs.

En 1989, les gouvernements et les populations d'Occident ont fini par accepter la réalité des changements qui s'opéraient dans les politiques nationale et étrangère de l'URSS, et ils ont peu à peu renoncé à la méfiance que les initiatives soviétiques antérieures leur avaient